

Art. 3. Het Lid van het College belast met Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van onderhavig besluit. Gedaan te Brussel op 18 december 2014.

Door het College :
Fadila LAANAN,
Voorzitter van het College
Cécile JODOGNE,
Lid van het College belast met Openbaar Ambt

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31346]

18 DECEMBRE 2014. — Arrêté 2013/144 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87 § 3 modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 11 mars 2013 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 27 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre fédéral de la fonction publique donné le XXX;

Vu le protocole 2014/12 du 25 avril 2014 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2013/144 du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2014 sur la situation respective des femmes et des hommes du 18 décembre 2014 ;

Vu l'avis 56.440/2 du Conseil d'Etat donné le 25 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 144 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans;

2° semaine de quatre jours; ».

Art. 3. A l'article 157 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1 est complété par les mots « et s'il n'a pas été fait application de l'alinéa 3 »;

b) l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Collège peut déclarer vacant l'emploi dont le fonctionnaire placé en disponibilité pour maladie est titulaire à condition que la disponibilité pour maladie atteigne 18 mois au moins et que l'emploi corresponde à un grade de Conseiller Chef de service. Ce fonctionnaire, lorsqu'il possède à nouveau les aptitudes professionnelles et médicales requises, est réaffecté par le Collège, sur proposition du Conseil de direction, au sein des services du Collège ».

Art. 4. Dans l'article 158 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les mots « du départ anticipé à mi-temps et de la semaine volontaire des quatre jours visés dans la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public » sont remplacés par les mots « du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans et de la semaine de quatre jours ».

Art. 5. Dans le même arrêté, le chapitre III de la partie XVI, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III – De la semaine de quatre jours et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans

Section 1^{re}. De la semaine de quatre jours

Art. 163. § 1^{er}. Le fonctionnaire occupé à temps plein a le droit d'effectuer quatre cinquièmes des prestations qui lui sont normalement imposées. Les prestations sont réparties sur quatre jours ouvrables par semaine.

§ 2. Le fonctionnaire âgé de moins de 55 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, pendant une période de maximum 60 mois. La durée maximale de 60 mois est diminuée des périodes déjà prises de la semaine volontaire de quatre jours en vertu de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public.

§ 3. Le fonctionnaire qui a atteint l'âge de 50 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, jusqu'à la date de la retraite anticipée ou non, lorsque le fonctionnaire satisfait, à la date de début de ce congé, à l'une des conditions suivantes :

1° il a une ancienneté de service d'au moins vingt-huit ans;

2° antérieurement à la semaine de quatre jours, il a effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou au moins pendant sept ans durant les quinze années précédentes.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, on entend par métier lourd le métier lourd tel que défini à l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3 de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public.

§ 4. Le fonctionnaire qui a atteint l'âge de 55 ans peut faire usage de la semaine de quatre jours, visée au § 1^{er}, jusqu'à la date de la retraite anticipée ou non.

Art. 164. § 1^{er}. Le fonctionnaire titulaire d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peut se prévaloir du droit à la semaine de quatre jours. Il peut toutefois, moyennant l'autorisation préalable du Collège, après avis motivé du Conseil de direction, bénéficier du droit à la semaine de quatre jours dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

§ 2. Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit à la semaine de quatre jours introduit sa demande auprès de son supérieur hiérarchique de rang 13 au moins trois mois au moins avant le début de la période au cours de laquelle il exercera ses prestations sur base de la semaine de quatre jours.

L'autorisation pour la semaine de quatre jours est accordée pour une période de minimum trois mois et maximum vingt-quatre mois. Pour chaque prolongation, une demande du fonctionnaire est requise. Cette demande doit être introduite au moins un mois avant l'expiration de la période en cours.

§ 3. La demande de congé précise les souhaits du fonctionnaire concernant le jour où il est en congé.

Le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins détermine le calendrier de travail. Il peut proposer de reporter le début du congé de maximum quatre mois pour les besoins du service.

En fonction des besoins du service ou à la demande du fonctionnaire, le calendrier peut être adapté par le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins. Le fonctionnaire est informé de cette adaptation deux mois à l'avance.

Une adaptation temporaire du calendrier de travail est possible par accord mutuel.

§ 4. Pendant la période pendant laquelle le fonctionnaire n'a pas de prestations à fournir dans le cadre de la semaine de quatre jours, il ne peut exercer aucune activité professionnelle. Par activité professionnelle, il faut entendre toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 5. La période de la semaine de quatre jours prend cours le premier jour d'un mois.

Pendant la période de la semaine de quatre jours, le fonctionnaire ne peut pas être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit. Il ne peut pas non plus prétendre à un régime d'interruption à temps partiel de la carrière professionnelle.

Le congé pour la semaine de quatre jours est d'office suspendu lorsque le membre du personnel bénéficie d'un des congés suivants :

1° congé de maternité et congé pour dispense de travail en application des articles 42 et 43 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 et de l'article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public;

2° congé parental;

3° congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;

4° congé pour interruption de la carrière professionnelle pour soins palliatifs ou pour soins pour un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade;

5° prestations réduites pour raisons médicales.

Lorsque le fonctionnaire obtient une suspension en application de l'alinéa 3, ces périodes de suspension ne sont pas imputées sur la période maximale de 60 mois visée à l'article 163, § 2, ni sur la période en cours de la semaine de quatre jours.

Lorsque le fonctionnaire, en application de l'alinéa 2, n'a pas bénéficié du congé pour la semaine de quatre jours pendant un mois complet, la prime visée au paragraphe 6 est alors multipliée par une fraction dont le numérateur est le nombre de jours de calendrier de la période de congé pour la semaine de quatre jours et le dénominateur est le nombre de jours de calendrier du mois.

§ 6. Le fonctionnaire qui fait usage du droit à la semaine de quatre jours reçoit 80% du traitement, augmenté d'une prime de 70,14 euros par mois. Ce montant est lié à l'indice-pivot 138,01.

Lorsque les 80% du traitement ne sont pas entièrement payés, la prime visée à l'alinéa 1^{er} est réduite de façon proportionnelle.

§ 7. Le fonctionnaire peut mettre fin au régime de la semaine de quatre jours moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins n'accepte un délai plus court.

Section 2. Du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans

Art. 165. § 1^{er}. Le fonctionnaire a le droit, à partir de 50 ans, de travailler à mi-temps jusqu'à la date de sa mise à la retraite anticipée ou non lorsque celui-ci, à la date de début de ce congé, satisfait de manière cumulative aux conditions suivantes :

1° antérieurement il a effectué un métier lourd pendant au moins cinq ans durant les dix années précédentes ou pendant au moins sept ans durant les quinze années précédentes;

2° ce métier lourd figure sur la liste des métiers pour lesquels il existe une pénurie significative de main-d'œuvre, établie en application de l'article 8bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par métier lourd le métier lourd tel que défini à l'article 4, § 3, alinéas 2 et 3 de la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public.

§ 2. Le fonctionnaire a le droit, à partir de 55 ans, de travailler à mi-temps jusqu'à la date de sa mise à la retraite anticipée ou non.

§ 3. Le fonctionnaire titulaire d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peut pas se prévaloir du droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans.

Il peut toutefois, moyennant l'autorisation préalable du Collège, après avis motivé du Conseil de direction, bénéficier du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

§ 4. Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans introduit sa demande auprès de son supérieur hiérarchique de rang 13 au moins trois mois au moins avant le début de la période.

La demande de congé précise les souhaits du fonctionnaire concernant les jours pendant lesquels il est en congé. Par « travail à mi-temps », il faut entendre un régime de travail dans lequel le fonctionnaire doit, au cours d'un mois, effectuer la moitié des prestations qui sont liées à un emploi à temps plein. La répartition des prestations se fait en jours entiers ou en demi-jours.

Le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins détermine le calendrier de travail. Il peut proposer de reporter le début du congé de maximum quatre mois pour les besoins du service.

En fonction des besoins du service ou à la demande du fonctionnaire, le calendrier de travail peut être adapté par le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins. Le fonctionnaire est informé de cette adaptation deux mois à l'avance.

Une adaptation temporaire du calendrier de travail est possible par accord mutuel.

§ 4. Pendant la période durant laquelle le fonctionnaire n'a pas de prestations à fournir dans le cadre du régime de travail à mi-temps, il ne peut exercer aucune activité professionnelle. Par activité professionnelle, il faut entendre toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 5. La période de prestations à mi-temps prend cours le premier jour d'un mois.

Pendant la période de travail à mi-temps, le fonctionnaire ne peut pas être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque raison que ce soit. Il ne peut pas non plus prétendre à un régime d'interruption à temps partiel de la carrière professionnelle.

§ 6. Le fonctionnaire qui fait usage du droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans reçoit la moitié du traitement ainsi qu'une prime mensuelle d'un montant de 295,99 euros.

Lorsque la moitié du traitement n'est pas entièrement payée, la prime visée à l'alinéa 1^{er} est réduite de façon proportionnelle.

§ 7. Le fonctionnaire peut renoncer à la prime mensuelle visée au § 6 si sa perception exclut le paiement d'une pension. Il adresse à cet effet une lettre recommandée à la poste au fonctionnaire dirigeant.

§ 8. Le fonctionnaire peut mettre fin au régime de travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins n'accepte un délai plus court. En ce cas, l'intéressé ne peut plus introduire une nouvelle demande de régime de travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans. ».

Art. 6. Dans l'article 167 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les mots « d'ancienneté de service » sont chaque fois remplacés par les mots « à partir de l'entrée en service ».

Art. 7. A l'article 173 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « dont la durée est fixée selon l'âge » sont abrogés.

2. dans le § 1^{er}, 2° :

a) les d. et e. sont remplacés par ce qui suit :

« d. pour travailler à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans;

e. en application de la semaine de quatre jours; »;

b) le § 1^{er}, 2° est complété d'un j. rédigé comme suit :

« j. lorsque le fonctionnaire a effectué en cours d'année des prestations réduites pour raisons médicales. ».

Art. 8. A l'article 179 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots « ou de la personne avec laquelle il vit en couple » sont insérés entre les mots « au premier degré » et les mots « soit du fonctionnaire ».

2. l'alinéa 1^{er} est complété par un 9° rédigé comme suit : « 9° le décès d'un parent d'accueil du fonctionnaire pour autant que le placement ait été d'une durée ininterrompue de deux ans au moins : 4 jours ouvrables. »

Art. 9. Dans l'article 189/1, 2° du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, le mot « fériés » est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 190 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ce congé est pris le jour même, avec un maximum cumulé de quatre jours ouvrables par an. »

Art. 11. A l'article 202, § 4 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 et modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 juin 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et de déplacement » sont abrogés.

2° le paragraphe est complété d'un alinéa rédigé comme suit :

« Les frais de déplacement sont couverts par l'Administration. »

Art. 12. Dans l'article 209 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans ; »

Art. 13. Dans l'article 234, alinéa 1 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° dans le cadre de la semaine de quatre jours et du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans ; »

Art. 14. Dans l'article 235, § 1^{er} du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les mots « ni au départ anticipé à mi-temps, ni à la semaine volontaire de quatre jours visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public » sont remplacés par les mots « ni au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans, ni à la semaine de quatre jours ».

Art. 15. Dans l'article 255 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf si le Collège en décide autrement en application d'un accord de coopération passé entre la Commission communautaire française et un autre niveau de pouvoir, le détachement auprès d'un gouvernement autre que celui du Collège de la Commission communautaire française n'est autorisé que moyennant le remboursement de la charge budgétaire totale ».

Art. 16. A l'article 275 du même arrêté, inséré par l'arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans »

b) l'article est complété d'un 8° rédigé comme suit :

« 8° au congé pour prestations réduites pour raisons médicales ».

Art. 17. Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 décembre 2014.

Par le Collège :

Fadila LAANAN,

Présidente du Collège

Cécile JODOGNE

Membre du Collège chargé de la Fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31346]

18 DECEMBER 2014. — Besluit 2013/144 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het college van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het college van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 ;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 79 ;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1° ;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1° ;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 11 maart 2013 ;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met begroting gegeven op 27 maart 2014 ;

Gelet op het akkoord van de Federale Minister van Openbaar Ambt gegeven op XXX;

Gelet op het protocol nr. 2014/12 van 25 april 2014 van het Comité van Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van het besluit 2013/144 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2014 op de respectieve situatie van mannen en vrouwen van 18 december 2014;

Gelet op het advies 56.440/2 van de Raad van State gegeven op 25 juni 2014, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Overwegende de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector ;

Op voorstel van het Collegelid belast met Openbaar Ambt,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 144 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden 1° en 2° vervangen door wat volgt :

“ 1° halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar ;

2° vierdagenweek;”.

Art. 3. In artikel 157 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “ en indien geen toepassing wordt gemaakt van het derde lid”;

b) het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

“ Het College kan de betrekking waarvan de ambtenaar in disponibiliteit wegens ziekte titularis is vacant verklaren op voorwaarde dat de disponibiliteit wegens ziekte minstens 18 maanden bedraagt en de betrekking beantwoordt aan een graad van Adviseur Diensthoofd. Deze ambtenaar wordt door het College, op voorstel van de Directieraad, opnieuw toegewezen in de diensten van het College wanneer hij over de vereiste professionele en lichamelijke vaardigheden beschikt.”

Art. 4. In artikel 158 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de woorden “van halftijdse vervroegde uittreding en de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de publieke sector” vervangen door de woorden “van het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar en van de vierdagenweek”.

Art. 5. In hetzelfde besluit, wordt het hoofdstuk III van deel XVI, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 maart 2012 vervangen door wat volgt :

« Hoofdstuk III – De vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar

Afdeling 1. De vierdagenweek

Art. 163. § 1. De ambtenaar die voltijds tewerkgesteld is, heeft het recht om vier vijfde van de prestaties te verrichten die hem normaal zijn opgelegd. De prestaties worden verdeeld over vier dagen per week.

§ 2. De ambtenaar jonger dan 55 jaar kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in § 1, voor een maximumperiode van 60 maanden. De maximumduur van 60 maanden wordt verminderd met de reeds opgenomen periodes van de vrijwillige vierdagenweek krachtens de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector.

§ 3. De ambtenaar die de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt, kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in het § 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling wanneer de ambtenaar op de begindatum van dit verlof voldoet aan één van de volgende voorwaarden :

1° hij heeft een dienstanciënniteit van ten minste achtentwintig jaar;

2° hij is voorafgaand aan de vierdagenweek actief in een zwaar beroep gedurende minstens vijf jaar in de voorafgaande tien jaar of gedurende minstens zeven jaar in de daaraan voorafgaande vijftien jaar.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt als zwaar beroep beschouwd het zwaar beroep zoals gedefinieerd in artikel 4, § 3, 2de en 3de lid van de wet van 19 juli 2012 betreffende de voerdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector.

§ 4. De ambtenaar die de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt, kan gebruik maken van de vierdagenweek, bedoeld in § 1, tot de datum van de al dan niet vervroegde opruststelling.

Art. 164. § 1. De ambtenaar die houder is van een graad behorende tot rang 13 of tot een hogere rang mag geen aanspraak maken op het recht op de vierdagenweek. Hij kan evenwel, mits de voorafgaande toestemming van het College, na een met redenen omkleed advies van de Directieraad, het recht genieten op de vierdagenweek in de gevallen waarbij de goede werking van de dienst niet in het gedrang komt.

§ 2. De ambtenaar die wenst gebruik te maken van het recht op de vierdagenweek dient een aanvraag in bij zijn hiërarchische overste van minstens rang 13 minstens 3 maanden voor de aanvang van de periode waarin hij zijn prestaties zal vervullen op basis van de vierdagenweek.

De machtiging voor de vierdagenweek wordt toegekend voor een periode van ten minste drie maanden en ten hoogste vierentwintig maanden. Voor elke verlenging wordt een aanvraag van de ambtenaar vereist. Zij moet ten minste een maand voor het verstrijken van de lopende periode worden ingediend.

§ 3. De aanvraag van het verlof bevat de wensen van de ambtenaar rond de dag waarop het in verlof is.

De hiërarchische overste van minstens rang 13 bepaalt de werkkalender. Hij kan voorstellen om het begin van het verlof uit te stellen met maximum vier maanden omwille van de noden van de dienst.

In functie van de noden van de dienst of op vraag van de ambtenaar kan de werkkalender door de hiërarchische overste van minstens rang 13 worden aangepast. Deze laatste brengt de ambtenaar twee maanden op voorhand op de hoogte van deze aanpassing.

Een tijdelijke aanpassing van werkkalender is mogelijk bij onderling akkoord.

§ 4. Tijdens de periode dat de ambtenaar in de vierdagenweek geen prestaties dient te verrichten mag hij geen beroepsbedrijvigheid uitoefenen. Onder beroepsbedrijvigheid moet worden verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is dat bedoeld wordt in artikel 23 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992.

§ 5. De periode van de vierdagenweek neemt een aanvang op de eerste dag van een maand.

Tijdens de periode van vierdagenweek kan de ambtenaar niet worden gemachtigd verminderde prestaties om welke reden dan ook uit te oefenen. Het kan evenmin aanspraak maken op een regeling van deeltijdse loopbaanonderbreking.

Het verlof voor vierdagenweek wordt ambtshalve opgeschort wanneer het personeelslid één van de volgende verloven geniet :

1° moederschapsverlof en het verlof wegens vrijstelling van arbeid in toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 en het artikel 18 van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector;

2° ouderschapsverlof;

3° verlof voor de opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij;

4° verlof voor loopbaanonderbreking teneinde palliatieve zorg te verstrekken of voor het bijstaan van of voor het verstrekken van verzorging aan een lid van het gezin of aan een familielid;

5° verminderde prestaties wegens gezondheidsredenen.

Wanneer de ambtenaar een schorsing bekomt in toepassing van het derde lid, dan worden deze schorsingsperiodes niet aangerekend op de maximumperiode van 60 maanden bedoeld in artikel 163, § 2, noch op de lopende periode van de vierdagenweek.

Wanneer de ambtenaar, in toepassing van het tweede lid, niet tijdens een volledige maand het verlof voor vierdagenweek heeft genoten, dan wordt de premie bedoeld in paragraaf 6 van de wet, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller het aantal kalenderdagen van de periode van het verlof voor vierdagenweek en de noemer het aantal kalenderdagen van de maand.

§ 6. De ambtenaar die gebruik maakt van het recht op de vierdagenweek ontvangt tachtig percent van de wedde, vermeerderd met een premie van 70,14 EUR per maand. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Wanneer tachtig percent van de wedde niet volledig wordt betaald, dan wordt de premie bedoeld in het eerste lid prorata verminderd.

§ 7. De ambtenaar kan een einde stellen aan het stelsel van de vierdagenweek mits een opzeggingstermijn van drie maanden, behalve indien op verzoek van de betrokkene, de hiërarchische overste van minstens rang 13 instemt met een kortere termijn.

Afdeling 2. Halftijds werken vanaf 50 of 54 jaar

Art. 165. § 1. De ambtenaar heeft het recht om halftijds te werken vanaf 50 jaar tot aan de datum van zijn al dan niet vervroegde opruststelling wanneer dit op de begindatum van dit verlof cumulatief voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° hij was voorafgaand actief in een zwaar beroep gedurende minstens vijf jaar in de voorafgaande tien jaar of gedurende minstens zeven jaar in de daaraan voorafgaande vijftien jaar;

2° dit zwaar beroep komt voor op de lijst van de beroepen waarvoor een significant tekort aan arbeidskrachten bestaat, opgemaakt in toepassing van artikel 8bis, § 1, van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt als zwaar beroep beschouwd, het zwaar beroep zoals gedefinieerd in artikel 4, § 3, tweede en derde lid van de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector.

§ 2. De ambtenaar heeft het recht om halftijds te werken vanaf 55 jaar tot aan de datum van zijn al dan niet vervroegde opruststelling.

§ 3. De ambtenaar die houder is van een graad behorende tot rang 13 of tot een hogere rang mag geen aanspraak maken op het recht op het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar.

Hij kan evenwel, mits de voorafgaande toestemming van het College, na een met redenen omkleed advies van de Directieraad, het recht genieten op het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de gevallen waarbij de goede werking van de dienst niet in het gedrang komt.

§ 4. De ambtenaar die wenst gebruik te maken van het recht op het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar dient een aanvraag in bij zijn hiërarchische overste van minstens rang 13 minstens 3 maanden voor de aanvang van de periode.

De aanvraag van het verlof bevat de wensen van de ambtenaar rond de dagen waarop het in verlof is. Onder " halftijds werken " wordt een arbeidsregeling verstaan waarbij het de ambtenaar in de loop van een maand de helft van de prestaties dient te verrichten die verbonden zijn aan een voltijdse tewerkstelling. De verdeling van de prestaties geschiedt in volledige of halve dagen.

De hiërarchische overste van minstens rang 13 bepaalt de werkkalender. Hij kan het begin van het verlof uitstellen met maximum vier maanden omwille van de noden van de dienst.

In functie van de noden van de dienst of op vraag van de ambtenaar kan de werkkalender door de hiërarchische overste worden aangepast. Deze laatste brengt de ambtenaar twee maanden op voorhand op de hoogte van deze aanpassing.

Een tijdelijke aanpassing van de werkkalender is mogelijk bij onderling akkoord.

§ 4. Tijdens de periode dat de ambtenaar in de halftijdse arbeidsregeling geen prestaties dient te verrichten mag hij geen beroepsbedrijvigheid uitoefenen. Onder beroepsbedrijvigheid moet worden verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is dat bedoeld wordt in artikel 23 van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992.

§ 5. De periode van de halftijdse prestaties neemt een aanvang op de eerste dag van een maand.

Tijdens de periode van het halftijds werken kan de ambtenaar niet worden gemachtigd verminderde prestaties om welke redenen dan ook uit te oefenen. Hij kan evenmin aanspraak maken op een regeling voor deeltijdse loopbaanonderbreking.

§ 6. De ambtenaar die gebruik maakt van het recht op halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar ontvangt de helft van de wedde, alsook een maandelijke premie van 295,95 EUR.

Wanneer de helft van de wedde niet volledig wordt betaald, dan wordt de premie bedoeld in het eerste lid prorata verminderd.

§ 7. De ambtenaar kan afzien van de in § 6 bedoelde maandelijke premie als de inning ervan de uitbetaling van een pensioen uitsluit. Hij richt daartoe een bij de post aangetekende brief aan de leiden ambtenaar.

§ 8. De ambtenaar kan een einde stellen aan de halftijdse arbeidsregeling vanaf 50 of 55 jaar mits een opzeggingstermijn van drie maanden, behalve indien op verzoek van de betrokkene, de hiërarchische overste van minstens rang 13 instemt met een kortere termijn. In dit geval, kan de betrokkene geen nieuwe aanvraag meer indienen voor het stelsel van halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar”.

Art. 6. In artikel 167 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt het woord “dienstjaren” telkens vervangen door de woorden “vanaf de indiensttreding”.

Art. 7. In artikel 173 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In § 1 eerste lid, worden de woorden “waarvan de duur vastgelegd is volgens de leeftijd” opgeheven.

2. in § 1^{er}, 2° :

a) worden d. en e. vervangen door wat volgt :

“d. om halftijds te werken vanaf 50 of 55 jaar;

e. in toepassing van de vierdagenweek;” ;

b) de § 1, 2° wordt aangevuld met een j. luidend als volgt :

“j. wanneer de ambtenaar in de loop van het jaar verminderde prestaties heeft verricht om gezondheidsredenen”.

Art. 8. In artikel 179 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid, 4°, worden de woorden “of van de persoon met wie hij samenleeft” ingevoegd tussen de woorden “in de eerste graad” en de woorden “van de ambtenaar”.

2. het eerste lid wordt aangevuld met een 9° luidend als volgt “9° het overlijden van een opvangouder van de ambtenaar voor zover de plaatsing minstens twee onafgebroken jaren heeft geduurd : 4 werkdagen.”

Art. 9. In artikel 189/1, 2° van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt het woord “feestdagen” vervangen door “dagen”.

Art. 10. In artikel 190 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

“ Dit verlof wordt op de dag zelf genomen. Per jaar kunnen maximaal vier werkdagen worden opgespaard.

Art. 11. In artikel 202, § 4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, en gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “De inschrijvings- en verplaatsingskosten” vervangen door “De inschrijvingskosten”.

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“De verplaatsingskosten worden gedekt door het Bestuur.”

Art. 12. In artikel 209 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt 10° vervangen door wat volgt :

“10° halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar;”

Art. 13. In artikel 234, eerste lid van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt 1° vervangen door wat volgt :

“ 1° in het kader van de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar;”

Art. 14. In artikel 235, § 1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de woorden “noch aan de vervroegde halftijdse uittreding, noch aan de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de arbeidsherverdeling in de publieke sector” vervangen door de woorden “noch aan het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar, noch aan de vierdagenweek.”.

Art. 15. In artikel 255 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

“Behalve als de Regering er anders over beslist met toepassing van een samenwerkingsakkoord afgesloten tussen de Franse Gemeenschap en een ander bevoegdheidsniveau, is de detachering bij een andere Regering dan die van het College van de Franse Gemeenschapscommissie slechts toegestaan middels terugbetaling van de totale budgettaire last”.

Art. 16. In artikel 275 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt vervangen door wat volgt :

“1° de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar.”

b) het artikel wordt aangevuld met een 8° luidend als volgt :

“8° het verlof wegens verminderde prestaties wegens gezondheidsredenen.”.

Art. 17. Het Collegelid belast met het Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 december 2014.

Door het College :

Fadila LAANAN,

Voorzitter van het College

Cécile JODOGNE

Lid van het College belast met Openbaar Ambt

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15069]

Consulats étrangers en Belgique

Le 8 mai 2015, M. François DEREN a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République française à Gand avec une extension de la circonscription consulaire de la ville de Gand à toute la province de Flandre Orientale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15069]

Buitenlandse consulaten in België

Op 8 mei 2015 heeft de heer François DEREN de nodige volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul van Frankrijk te Gent uit te oefenen, met een uitbreiding van het consulaire ressort van de stad Gent naar de provincie Oost-Vlaanderen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2015/15068]

Consulats étrangers en Belgique

Le 11 mai 2015, M. Jan BOCKEN a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul général honoraire du Royaume des Pays-Bas à Gand avec comme circonscription consulaire les provinces de Flandre orientale et de Flandre occidentale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2015/15068]

Buitenlandse consulaten in België

Op 11 mei 2015 heeft de heer Jan BOCKEN de nodige volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul generaal van het Koninkrijk der Nederlanden te Gent uit te oefenen, met als consulaire ressort de provincies Oost- en West-Vlaanderen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00315]

Commissaire divisionnaire de police. — Promotion

Par arrêté royal du 21 mai 2015, M. HUYGE Roland, est promu dans le grade de commissaire divisionnaire de police avec effet au 1^{er} avril 2004.

L'arrêté royal du 10 novembre 2005 relatif à la promotion de M. HUYGE Roland au grade de commissaire divisionnaire de police à partir du 1^{er} février 2005 est retiré.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00315]

Hoofdcommissaris van politie. — Bevordering

Bij koninklijk besluit d.d. 21 mei 2015, wordt de heer HUYGE Roland bevorderd in de graad van hoofdcommissaris van politie met ingang van 1 april 2004.

Het koninklijk besluit van 10 november 2005 waarbij de heer HUYGE Roland wordt bevorderd in de graad van hoofdcommissaris van politie met ingang van 1 februari 2005 wordt hierbij ingetrokken.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2015/03214]

21 MAI 2015. — Arrêté du Président du comité de direction du Service public fédéral Finances partant sur le rattachement du centre de contrôle de Bruxelles 4 au sein de l'Administration Petites et moyennes Entreprises de l'Administration générale de la Fiscalité

Le Président du comité de direction,

Vu l'article 297 du Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu l'article 125bis de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 2009 organique des services opérationnels du Service public fédéral Finances, les articles 1 et 2.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2015/03214]

21 MEI 2015. — Besluit van de Voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën houdende de aanhechting van het controlecentrum Brussel 4 aan de Administratie Kleine en Middelgrote Ondernemingen van de Algemene Administratie van de Fiscaliteit

De Voorzitter van het directiecomité,

Gelet op artikel 297 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

Gelet op artikel 125bis van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 2009 houdende regeling van de operationele diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën, artikelen 1 en 2;